

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters, XINHUANET) ainsi que les sources d'informations de la résistance

Journal de Palestine

Spécial dossier

N° 247 du 21.05

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://journal-palestine.blogspot.com>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

d) Le "Journal de Palestine" est également visible sur le site <http://www.aredam.net/> rubrique 14

e) Sur le site de Alain Pottiez : <http://socialisme-solidarite-che.skynetblogs.be/>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

3 Dossier

3-1 Point de vue de Alain Gresh : Gaza, une responsabilité collective.

3-2 Point de vue de Amira Hass : Des rapports à la place des actes.

3-3 Point de vue de Amira Hass : L'aide internationale à l'Autorité palestinienne a presque triplé en 2006 malgré le boycott.

3-4 Éditorial d'Abdel Bari Atwan : Les arabes et la magie de Mme Livni.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

4-1 B. Michael : Highway to hell.

4-2 Karg Se : Des signes du déclin (moral) de l'Occident.

5 Annexe

5-1 Rayer Israël de la carte est un produit des médias occidentaux.

5-2 Barah Mikail : La stratégie britannique au Moyen-Orient. Les constances et inconstances d'un Etat post-impérial.

3 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Alain Gresh : Gaza, une responsabilité collective.

Les affrontements de ces derniers jours à Gaza ont été les plus graves depuis la formation du gouvernement d'union nationale constitué sous l'égide de l'Arabie saoudite à la suite de [l'accord de La Mecque](#). Les tensions se sont accrues avec l'intervention des forces armées israéliennes. Comme le rapporte le site du quotidien *Le Monde* le 17 mai, dans un article intitulé « [La tension redouble à Gaza](#) » : « Une quinzaine de blindés israéliens, accompagnés d'un petit nombre de soldats, ont pénétré, jeudi 17 mai dans la soirée, dans le nord de la bande de Gaza. "Des blindés israéliens sont entrés sur un à deux kilomètres à l'intérieur de la bande de Gaza, près de l'ancienne colonie de peuplement de Dougit", selon un responsable de la Sécurité nationale palestinienne. Cette incursion, présentée comme une "opération défensive" par un porte-parole de l'armée israélienne, n'a provoqué aucun affrontement. »

« Israël a par ailleurs mené quatre raids aériens dans la bande de Gaza, dans la journée de jeudi et la nuit de jeudi à vendredi, faisant au moins sept morts et trente-neuf blessés, selon des sources médicales. Les attaques ont visé le quartier général de la force exécutive du Hamas, le domicile du porte-parole du ministère de l'intérieur, Khaled Abou Hillal, ainsi que des véhicules appartenant à un responsable de la ville de Rafah et à un combattant des Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche militaire du Hamas. Dans la nuit, quatre combattants du Hamas ont été tués par un raid aérien. Un chasseur-bombardier F-16 a tiré au moins un missile, ont rapporté des témoins. »

Selon le quotidien *Haaretz* du 18 mai (« [U.S. lauds Israeli restraint in face of Qassam rocket attacks](#) » de Shahar Ilan et Barak Ravid), le porte-parole du département d'Etat américain a justifié ces attaques : « Israël a le droit de se défendre et il a exercé ce droit avec beaucoup de mesure face aux attaques de roquettes. » Quant au chef de l'opposition Benjamin Netanyahu, il a appelé le gouvernement israélien à couper l'eau et l'électricité à Gaza (ce qui, rappelons-le, est un "crime de guerre" ; lire, par exemple, mon blog sur [le droit humanitaire](#)).

L'envoyé spécial du *Monde* à Gaza, Michel Bôle-Richard, a publié dans le journal daté du 17 mai un reportage intitulé « [Gaza, le sang et la fureur](#) ». Les images qu'il transmet sont terrifiantes. « Pour le moment, la population reste terrée chez elle. Les écoles sont fermées. Les rideaux de fer des commerces tirés. Rares sont les voitures qui s'aventurent dans les rues où quelques habitants, malgré tout, discutent sur le pas de leur porte. Des enfants profitent des rues désertées pour jouer au football. Après une semaine de grève des éboueurs, les trottoirs sont transformés en tas d'immondices. »

« Gaza s'enfonce dans la misère et la terreur. Une énorme colonne de fumée s'échappe d'une tour sans doute touchée par un projectile. Des obus de mortiers sont tirés de temps à autre sur la zone qui abrite la présidence. Les détonations résonnent dans cette cité paralysée par la peur. Des hommes armés sont partout, cagoulés, sur le qui-vive, sans que l'on sache à quel camp ils appartiennent. »

Mais la situation de misère à Gaza est d'abord le résultat du blocus israélien et de « la communauté internationale ». Comme le rappelle la journaliste israélienne Amira Hass, « [Words instead of actions](#) », à propos de la publication d'un rapport de la Banque Mondiale (9 mai 2007) intitulé « [Movement and Access Restrictions in the West Bank : Uncertainty and Inefficiency in the Palestinian Economy](#) » (PDF) :

« Le nouveau rapport est global, mais il ne contient rien de nouveau et il met en lumière ce qui a été écrit et dit depuis des années : Israël inflige des énormes dommages à l'économie palestinienne et au secteur privé. » Et elle conclut : « Les pays occidentaux ont choisi de punir les occupés de manière très concrète, mais pas l'occupant, qui est vu comme une partie de la Civilisation des lumières. Ils envoient ainsi un signal à Israël qu'il peut continuer les mêmes politiques dont le rapport met en garde contre les conséquences. »

Selon [un tableau](#) préparé par le journaliste Danny Rubenstein et Reuters et publié dans l'édition en hébreu du 16 mai de *Haaretz*, les forces payées par l'Autorité palestinienne se répartiraient ainsi :

Pour le Fatah : 4,200-5,000 (Sécurité présidentielle), 30,000 (Police, Sécurité préventive, garde civile), 5,000 General Intelligence Service 30,000 (Force 17, Police navale, Renseignement militaire), soit au total, entre 69,200 et 70,000 fonctionnaires payés, auxquels il faut ajouter quelques milliers d'hommes des brigades Al Aqsa.

Pour le Hamas : 5,000 payés sur le budget, auxquels il faut ajouter plusieurs milliers d'hommes des brigades Izzedine Al-Qassam Brigades et quelques milliers des Comités pour la résistance populaire (pour la plupart des sympathisants du Hamas).

Mais les affrontements ne sont pas seulement une guerre civile inter-palestinienne, comme le rappelle un article de Scott Wilson, dans *The Washington Post* du 18 mai : « Fatah Troops Enter Gaza With Israeli Assent Hundreds Were Trained in Egypt Under U.S.-Backed Program to Counter Hamas » (il faut s'inscrire sur le site du *Washington Post* pour avoir accès aux textes). Le journaliste confirme que les autorités israéliennes ont autorisé l'envoi de la Cisjordanie à Gaza de 500 soldats palestiniens loyaux à Mahmoud Abbas.

« Le déploiement des troupes du Fatah illustre le rôle partisan croissant qu'Israël et l'administration Bush prennent dans la situation volatile palestinienne. Les efforts pour renforcer l'opposition au Hamas, que les Etats-Unis et Israël classent parmi les organisations terroristes, suivent des tentatives d'isoler le mouvement radical islamiste internationalement et de couper ses sources de financement. »

Le journaliste fait ensuite parler Ephraim Sneh, vice-ministre israélien de la défense : « Nous ne donnons pas à ces forces (du Fatah) des ordres opérationnels. C'est à Mahmoud Abbas de le faire. L'idée est de changer les rapports de force qui sont en faveur du Hamas. Avec ces forces bien entraînées, on pourra corriger ce déséquilibre. »

Ces informations donnent du crédit à ceux des Palestiniens qui craignent un coup d'Etat en Palestine pour éliminer le Hamas.

Dans un article publié sur le site Asian Times, et intitulé « Document details 'US' plan to sink Hamas », Mark Perry et Paul Woodward reviennent sur ces plans :

« *Le 30 avril, l'hebdomadaire jordanien Al-Majd publiait une enquête à propos d'un document secret de 16 pages intitulé "Plan d'action pour la présidence palestinienne", qui appelait à saper le gouvernement d'union nationale palestinien et à le remplacer. Le plan étudiait des mesures qui renforceraient le président Mahmoud Abbas, édifieraient des forces de sécurité sous sa direction, aboutiraient à la dissolution du parlement palestinien et renforceraient les alliés des Etats-Unis dans le Fatah pour préparer des élections parlementaires qui seraient convoquées par Abbas cet automne.* » Ce plan aurait été obtenu par le gouvernement jordanien et émanerait des services de renseignement américains.

L'article fait aussi mention des divergences entre la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice et Elliott Abrams, le conseiller de la Maison Blanche pour le Proche-Orient, un néoconservateur et un pro-Israélien convaincu, et un vétéran des sales guerres menées par l'administration Reagan en Amérique centrale. Il évoque l'annulation de la visite que devait faire Rice au Proche-Orient en mai, qui résulterait du fait que ses efforts pour relancer le processus de paix se heurtent à l'intransigeance d'Abrams. Comme l'a dit un officiel israélien aux deux journalistes : « *Condi n'est pas en charge de votre politique au Proche-Orient. Chaque fois qu'elle fait un mouvement, Elliott Abrams la contre brutalement (is slapping her down).* » Et, pourtant, Condoleezza Rice n'est pas vraiment une « colombe ».

Il est difficile de prévoir la suite des événements à Gaza. Le Fatah et le Hamas portent une lourde responsabilité : le premier pour refuser d'accepter le verdict des urnes ; le second pour ne pas prendre en compte les réalités politiques et diplomatiques. Tous les deux pour le mépris dont leur comportement témoigne à l'égard des souffrances de leur peuple. Mais ces critiques ne peuvent exonérer les principaux coupables : le gouvernement israélien qui maintient une occupation illégale des territoires palestiniens depuis 40 ans ; le gouvernement américain pour son soutien sans faille au refus israélien de négocier sérieusement ; l'Union européenne (et la France) pour leur alignement sur les positions américaines et israéliennes, leur boycottage des autorités élues palestiniennes, leur refus de toute pression sur la puissance occupante

Alain Gresh

19 mai 2007

Source : Carnets du diplo

<http://blog.mondediplo.net/...>

3-2 Point de vue de Amira Hass : Des rapports à la place des actes.

Toutes les quelques semaines, un organisme international d'un genre ou d'un autre publie un rapport établissant un lien direct entre la politique de limitation des déplacements imposée par Israël et la dégradation économique dans les Territoires.

Le rapport s'accompagne bien souvent de la mise en garde que cette situation ne peut pas durer. La semaine passée, c'était au tour de la « Banque mondiale » de publier sa mise en garde dans le cadre d'un rapport discutant les chances d'investissement et de développement dans le secteur privé palestinien.

Des dizaines d'inspecteurs internationaux secondés par des experts en économie s'affairent à examiner la dégradation de l'économie palestinienne, et des dizaines d'autres rapports semblables seront encore écrits, tant que les Etats qui les financent se contenteront de mots et ne prendront pas des mesures pour arrêter la destruction économique et sociale qu'Israël occasionne aux Palestiniens. Le nouveau rapport est parfaitement détaillé mais on n'y trouve rien de nouveau et il souligne ce qui a été dit et écrit depuis des années : qu'Israël cause un dommage terrible à l'économie palestinienne et à son secteur privé.

En 2002, lors de la publication de l'un des rapports sur les conséquences de la politique de blocus, le précédent délégué de la Banque mondiale dans les Territoires, Nigel Roberts, louait la stabilité de la société palestinienne et estimait que n'importe quelle société occidentale se désintégrerait si elle devait subir un désastre économique pareil. Aujourd'hui, cinq ans après les mises en garde et les objurgations d'alors, la crise sociale est à son comble : essentiellement dans la Bande de Gaza et à Naplouse, qui sont – et ce n'est pas un hasard – les régions soumises au blocus israélien le plus dur.

Pourquoi Israël prendrait-il en considération les avertissements de la Banque mondiale alors que ceux-ci n'ont pas de dents ? Il ne suffit pas d'évoquer les routes de l'apartheid parallèlement à l'expansion des colonies, ou le fait qu'environ 50% des territoires de la Cisjordanie ne sont pas accessibles aux Palestiniens. Il ne suffit pas de compter les camions qui n'entrent ni ne sortent au point de passage de Karni, ni de faire le compte des quelques jours où le terminal de Rafah est ouvert. Il ne suffit pas d'orner ces rapports de tableaux présentant les Territoires palestiniens comme une région frappée d'un désastre permanent.

Les Etats-Unis et l'Europe ont su parfaitement comment punir les Palestiniens quand ceux-ci ont élu, lors d'élections démocratiques et libres, un gouvernement Hamas : boycott politique et gel des fonds d'assistance destinés au développement et à la promotion de la production et du rétablissement d'une économie autonome. C'est vrai, les pays donateurs, occidentaux pour la plupart, ont quasiment triplé en 2006 le montant de leurs dons aux Palestiniens (900 millions de dollars contre 349 millions en 2005), mais ces fonds ont été transmis essentiellement sous forme de donations improductives à une population qui s'appauvrit – comme détaillé dans le rapport rédigé par l'économiste Karim Nashashibi, ancien membre du Fonds Monétaire International, pour le BCAH (Bureau de coordination des affaires humanitaires – *structure du secrétariat des Nations Unies*).

Ces généreuses donations éteignent certains des incendies humanitaires allumés par la politique israélienne mais en même temps, ils la subsidient. Ils encouragent Israël à continuer de piller les taxes et frais de douane qui constituent environ les deux tiers des revenus du Trésor palestinien. Le non transfert de ces taxes crée, bien entendu, un enchaînement d'autres reculs économiques et sociaux dans les secteurs privé et public.

Les pays qui lancent ces mises en garde continuent d'acheter des armes et autres productions israéliennes dans le domaine de la sécurité. Ils offrent l'hospitalité à des chefs militaires qui sont responsables de la mort de centaines de civils palestiniens et qui mettent en œuvre avec ferveur la politique de blocus ; ils invitent des ministres israéliens responsables de la dégradation économique et sociale d'un peuple entier. Les pays occidentaux ont choisi de punir par des moyens très concrets l'occupé, mais pas l'occupant qu'ils considèrent comme faisant partie de leur civilisation éclairée. Le signal qu'ils adressent à Israël est qu'il lui est permis de maintenir cette même politique dont les conséquences font l'objet des mises en garde de tous les rapports.

Amira Hass

Haaretz, 16 mai 2007

www.haaretz.co.il/hasite/spages/859970.html

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

3-3 Point de vue de Amira Hass : L'aide internationale à l'Autorité palestinienne a presque triplé en 2006 malgré le boycott.

[Entre les affrontements sanglants Fatah-Hamas et la pluie de roquettes Qassam qui s'est abattue sur Sderot, revenons sur le boycott et ses effets surprenants et/ou pervers]

D'après un rapport du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), les dons à l'Autorité palestinienne (AP) ont presque triplé l'année dernière, suite au boycott international imposé au gouvernement du Hamas.

En 2006, cette aide a été de 900 millions de \$, contre 349 millions en 2005.

Ce boycott a signifié que la plupart des pays ont refusé d'envoyer des fonds directement à l'AP, et Israël a refusé de transférer les recettes douanières et fiscales reçues au nom de l'AP.

Mais les pays arabes et occidentaux ont continué, et même augmenté leurs dons, soit en les faisant transiter par un mécanisme de "contournement du Hamas", nommé TIM (Temporary International Mechanism), soit en les adressant directement au cabinet du président Mahmoud Abbas. Cet argent, qui a compensé la moitié des recettes retenues par Israël, a servi en partie à financer les salaires des fonctionnaires de l'AP, ainsi que les services sociaux.

En temps normal, les transferts de recettes depuis Israël couvrent environ 2/3 du budget de l'AP. Si l'activité économique en 2006 avait été au même niveau qu'en 2005, ces sommes auraient été d'environ 800 millions de \$. Mais en réalité, le produit intérieur brut (PIB) de l'AP a chuté de 8 à 10% en 2006.

Selon ce rapport, le plus gros contributeur, l'année dernière, a été la Ligue arabe (448 millions de \$). L'Union européenne a donné 219 millions et la Banque mondiale 42 millions. De plus, le gouvernement a reçu de l'étranger environ 180 millions de \$ en espèces passées en contrebande.

Le rapport note que, en partie à cause du fait que moins d'argent a été transféré directement à l'AP, la tendance vers une plus grande transparence financière a été inversée en 2006, même si les donateurs à l'AP réclament cette transparence depuis des années

Par exemple, au lieu de publier des rapports mensuels sur les postes de son budget, l'AP n'en publie plus que deux par an, violant ainsi la loi budgétaire palestinienne. Le cabinet d'Abbas n'a publié aucun chiffre sur ses dépenses ou ses recettes concernant cet argent reçu de l'étranger. Le Fonds d'investissement palestinien n'a pas non plus rendu compte de ses actions, ni avec le cabinet d'Abbas, ni avec les banques.

De façon générale, le TIM a signifié que le ministère palestinien des finances n'a eu aucun contrôle sur les recettes et les dépenses, et n'a pas pu finaliser un budget pour 2006. Pour 2007, le projet de budget manque de chiffres, comme ceux des recettes et dépenses en 2006, et le nombre d'employés du secteur public. Cela a également causé des retards de paiement aux fournisseurs. Au total, les dépenses totales du gouvernement ont chuté de 31% en 2006. Les salaires payés aux fonctionnaires ont, eux, chuté de 33%.

Le TIM a également eu pour résultat un doublonnage bureaucratique et une incertitude financière pour les bénéficiaires. De nombreux employés, par exemple, n'ont pas touché leurs salaires de façon régulière.

Ce rapport est l'œuvre du Dr. Karim Nashashibi, qui, il y a encore deux mois, était le représentant à Gaza et en Cisjordanie du Fonds monétaire international (FMI).

Amira Hass

Ha'aretz, 16 mai 2007

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/860220.html>

Trad. : Gérard

3-4 Éditorial d'Abdel Bari Atwan : Les arabes et la magie de Mme Livni.

Nous ne croyons pas que Mme Tzipi Livni, la ministre israélienne des Affaires étrangères, s'est trompée lorsqu'elle a qualifié sa rencontre d'avant-hier avec les ministres égyptiens et jordaniens des Affaires étrangères comme étant une opération officielle de normalisation des relations - à grande échelle - avec la Ligue arabe.

La rencontre a eu lieu après la décision des ministres des A.E. de relancer l'initiative de paix arabe et de charger les deux ministres cités plus haut de cette mission au nom des autres États arabes puisque les pays qu'ils représentent possèdent déjà des relations diplomatiques avec l'état hébreu.

Le communiqué de la Ligue arabe qui a nié le fait que le Ligue ou son secrétaire général aient débuté l'opération de normalisation n'est pas du tout convaincant. Le texte se fiche carrément des cerveaux des citoyens arabes. Il s'agit tout simplement, de la part de la Ligue et des pouvoirs en place, d'une nouvelle tentative de nous tromper. La décision de relancer l'initiative de paix et de charger les deux ministres de cette mission a été prise à la suite d'une réunion de la Ligue arabe. Cela a été dit par le Secrétaire général, Amr Moussa, à l'occasion d'une conférence de presse publique, devant plus de deux cent journalistes arabes et étrangers. Pourquoi donc se mettre la tête dans le sable et s'en laver ainsi les mains de façon aussi naïve ?

MM. Ahmed Abou Ghit, le ministre égyptien des A.E., et son homologue Abdallah Al-Khatib étaient tout heureux en compagnie de Mme Livni. Ils étaient visiblement impressionnés par son intelligence, et peut-être même par sa beauté, en adhérant à cette opération de normalisation officielle faite sous l'égide de la Ligue arabe.

Nous les avons vus, dans de rares images diffusées par les télévisions arabes et étrangères, discuter gentiment avec la dame israélienne. Ils échangeaient avec elle les sourires comme si elle avait été une vieille amie ou un membre de leur famille. Tout sérieux était mis de côté dans une rencontre qui était supposée en être une de confrontation. Nous nous attendions à ce que les ministres utilisent un langage tranchant en parlant avec la ministre des affaires étrangères d'un État qui a volé la terre et commis (et commet encore) des massacres contre un peuple frère.

M. Amr Moussa a indiqué, dans sa conférence de presse annonçant la relance de l'initiative de paix arabe, que la normalisation avec le gouvernement Olmert n'aura pas lieu avant l'arrêt de la construction du mur raciste et des colonies et encore moins avant la levée du siège du peuple palestinien.

Voilà que la relance (du plan de paix) se déroule alors que le siège économique est toujours d'actualité, que la construction du mur continue et que la partie israélienne annonce un plan non équivoque pour la division de Jérusalem et pour la construction de nouvelles colonies à l'intérieur et aux abords de la ville.

Comment M. Moussa va-t-il répondre à ceci ? Comment est-ce que les deux ministres des A.E. pourront défendre leur rencontre avec Mme Livni au moment même où une prochaine rencontre est prévue à Jérusalem occupée, dans le siège même du ministère israélien des affaires étrangères ?

Mme Livni a clairement exprimé son opposition à deux articles principaux de l'initiative paix arabe qui concernent le droit au retour des réfugiés palestiniens et le fait d'empêcher l'installation définitive de ces derniers (tawtin) dans les pays arabes où ils résident. Le Premier ministre Olmert a exprimé la même opposition en invitant les leaders arabes, et particulièrement ceux d'Arabie Saoudite, à venir visiter l'État hébreu pour discuter les détails de l'initiative.

On dirait bien que cette rencontre avec deux ministres arabes et celle avec le président égyptien Hosni Mubarak, constituent la réponse arabe aux conditions dictées par les Israéliens. Au même moment, le gouvernement israélien ne s'est pas engagé sur une seule des demandes arabes incluant la moins difficile d'entre elles, la levée du siège économique.

Les deux principaux partis palestiniens, le Fatah et le Hamas, ont accepté toutes les demandes de pays arabes visant à aider les preneurs de décision à faire lever le siège. Ils sont allés à la Mecque et accepté toutes les décisions du Sommet arabe, dont l'installation d'un gouvernement d'union nationale. Malgré cela, rien n'a changé. Le siège a été imposé au gouvernement du Hamas, car le mouvement est considéré comme terroriste aux yeux des États-Unis et des pays européens pro-israéliens.

Voilà que le Hamas - qui a remporté des élections démocratiques de l'aveu même des Américains - abandonne de facto les postes clefs du gouvernement en espérant obtenir la reconnaissance internationale. Ce ne fut pas le cas puisque le boycott continue. Nous avons même vu la Belgique renvoyer, de façon humiliante, un des ministres palestiniens (Basem Naïm, ministre de la jeunesse et du sport) et empêcher son avion de survoler l'espace Schengen.

Ils ont dit aux leaders du Hamas qu'ils devaient abandonner les ministères de souveraineté, l'un après l'autre. Il ne fallait pas occuper le ministère des Finances de peur de financer des opérations terroristes (le ministère a donc été offert, sur un plateau en or, à Salem Fayyad, l'ami personnel de Condoleezza Rice). Ils ont proposé de faire l'impasse sur le ministère des A.E., car ce n'était pas une bonne idée de le confier à un « barbu » qui ne peut évidemment pas côtoyer des homologues européens élégants. Lui se parfume à l'encens alors qu'eux choisissent les parfums français haut de gamme. Ce n'était pas compatible. Le Hamas a donc accepté cela à contre-cour.

Le tour est ensuite venu au ministère de l'Intérieur, que le Hamas considérait comme lui revenant de droit.

Pendant des semaines, la formation du gouvernement a été paralysée. Les menaces présidentielles de démanteler le gouvernement du Hamas - en brandissant l'arme du référendum ou celle des élections anticipées - ont fusé. Les menaces américaines de consacrer 86 millions \$ à la garde présidentielle, ont suivi.

Lorsque le Hamas a accepté tous ces chantages - et avalisé la nomination d'un gentil ministre de l'intérieur tellement pacifiste que tu pourrais lui donner le bon Dieu sans confession -, Mahoumoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, a fait publier un décret qui annulait de facto les prérogatives de ce ministère et les transférait au conseiller d'État pour la sécurité, Mohammed Dahlan, un homme détesté par l'écrasante majorité des cadres du Hamas qu'ils vivent à l'intérieur ou à l'extérieur (des territoires occupés).

La ligue arabe a commencé la normalisation avec le gouvernement Olmert en utilisant une sorte de système de « facilités de paiement ». Aujourd'hui, c'est au tour des ministres des A.E. de l'Égypte et de la Jordanie. Demain, ce sera le président et le roi de ces pays. Après demain, le comité normalisateur va s'élargir à des pays qui n'ont ni relations diplomatiques ni commerciales avec l'État hébreu. Nous pensons notamment aux Émirats arabes unis et à l'Arabie saoudite. Ce dernier État est d'ailleurs à l'origine de l'initiative de paix. Tout cela au titre de la création des « conditions propices à la paix », chères à Mme Rice.

Ces positions arabes officielles molles - qui mendient la paix à un gouvernement israélien divisé, aux bois, et à la popularité inexistante - n'auraient pas pu s'exprimer sans l'existence d'une autorité palestinienne faible dotée d'un président résigné, d'un Premier ministre permissif et d'une désorganisation honteuse des services de sécurité.

M. Abbas a déjà dit qu'il allait démanteler l'Autorité palestinienne si la siège que vivent les Palestiniens ne prenait pas fin. M. Ismaïl Haniyeh a fixé un délai à trois mois pour démanteler le gouvernement qu'il dirige. Nous ne croyons pas qu'aucun des deux soit sérieux dans ses menaces. Si cela avait été le cas, nous ne serions pas arrivés à une situation où plus de 100 policiers et miliciens sont incapables de faire libérer un journaliste kidnappé par une famille palestinienne, à Gaza.

Quand nous avons demandé de démanteler l'Autorité - à un moment où la situation était bien meilleure et où il y avait un leader qui acceptait de mourir sous le siège israélien -, M. Abbas et ses acolytes nous ont accusé d'être opposés au projet palestinien commun et à ses acquis. Aujourd'hui, M. Abbas répète ces mêmes accusations. La roue de la normalisation officielle arabe a commencé à tourner. L'initiative de paix risque même de revenir à sa version originale qui parle de normalisation complète avant même le retrait complet. Tout cela à cause de l'absence de courage chez les leaders arabes et de l'abandon des intérêts stratégiques arabes.

Sinon, comment expliquer la peur que ressentent ces leaders face à un président américain désavoué par le Congrès ainsi que la joie de deux ministres arabes des A.E. à rencontrer leur homologue israélienne dont la sécurité était assurée par ses propres gardes du corps (comme si elle ne faisait pas assez confiance au plus grand État arabe pour la protéger) ?

La réponse à cette nouvelle donne, qui est aussi dangereuse qu'humiliante, doit venir du bord palestinien en premier lieu, car c'est ce peuple qui payera la note en fin de compte. MM. Abbas et Haniyeh doivent arrêter de s'intéresser à des détails futiles quand il est question de la cause principale. Ils doivent immédiatement convoquer une conférence de presse pour annoncer, ensemble, le démantèlement de l'Autorité et de toutes les structures qu'elle chapeaute.

Ce serait la plus grande et la plus noble forme de résistance qui obligerait le monde entier à assumer sa responsabilité, celle d'affamer les lions palestiniens.

Abdel Bari Atwan

Al Quds Al Arabi,

samedi 12 mai 2007

Traduit de l'arabe par : Taïeb Moalla, tmoalla@yahoo.com

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 B. Michael : Highway to hell.

En dépit de son appellation optimiste, la route réservée aux Palestiniens est un cauchemar.

Bir Naballah est une cage. On peut l'appeler « l'enclave de Bir Naballah » dans le langage politiquement correct de « l'occupant », mais cela ne change rien aux faits. C'est une cage. Peut-être un enclos. Une autre atrocité surgie du parcours sinueux de la clôture de séparation.

Dans le passé, le village était pratiquement un faubourg de Jérusalem, tout comme trois autres villages voisins. Ils sont aujourd'hui cernés de barreaux, de clôtures et de murs en béton, avec une unique porte les reliant au monde extérieur.

Cette route passe par un tunnel sous l'autoroute 45 et conduit à Ramallah. Pas à Jérusalem, le centre de la vie des villageois jusqu'à l'établissement de l'enclos : seulement à Ramallah.

A partir de là, et seulement à partir de là, ils sont autorisés à tenter leur chance, au checkpoint de Qalandiya, pour essayer d'atteindre Jérusalem.

Naturellement, les « prisonniers » ne sont pas autorisés à emprunter l'autoroute 45 pour se rendre où ils veulent. Cette autoroute est interdite aux Palestiniens. Seule la « puissance dominante » est autorisée à y rouler, pas ceux qui sont dominés. Ils peuvent seulement ramper par-dessous.

Dans le langage policé de l'occupant, l'unique issue à l'enclos porte le nom festif de « Cadre de Vie ».

Des habitants de l'enclos ont introduit une requête auprès de la Cour Suprême, contre leur incarcération. La Cour, dirigée alors par le juge Barak aujourd'hui à la retraite, les a patiemment écoutés puis a statué *En effet, si la route « Cadre de Vie » n'avait pas été construite, nous croyons que le sort de la clôture dans la zone de Bir Naballah aurait été semblable à celui de la clôture dans l'enclave d'Alfei Menashe (où la Cour Suprême a modifié la tracé de la clôture qui enfermait des villages palestiniens.)*

Cependant, grâce à la route « Cadre de Vie », la situation qui se présente à nous est différente... Le lien entre les villages et la zone de Ramallah a été maintenu au moyen de la route Bir Naballah-Qalandiya. Cette route est ouverte au trafic et elle permet le déplacement libre et ininterrompu des habitants de la région vers la zone de Ramallah, ou vers Jérusalem via le passage de Qalandiya. (Cour Suprême 4289/05)

Ce qui suit est une expérience de la routine sur la route « Cadre de Vie », dans le sens de la sortie de l'enclos de Bir Naballah.

Retenu pour interrogatoire

Mercredi 2 mai 2007, cinq heures de l'après-midi. Comme d'habitude, un checkpoint a été établi sur la route « Cadre de Vie ». Une longue file de voitures est alignée. Il y a une longue file de l'autre côté du checkpoint également.

C'est l'unique interprétation militaire des paroles du juge sur « le déplacement libre et ininterrompu ». Et comme il est d'usage sur la route « Cadre de Vie », des gens sont aussi « retenus pour interrogatoire ». Il s'agit d'un type de punition locale, le lot de Palestiniens que des soldats prennent en grippe.

Est ainsi « retenu pour interrogatoire » un chauffeur de taxi trouvé en possession d'un tournevis. Viendrait-il à l'esprit de qui que ce soit qu'un innocent chauffeur de taxi pût posséder un tournevis ? Le malheureux petit tournevis a donc été estampillé « arme dangereuse » et son propriétaire retenu. Cela fait près de deux heures qu'il est retenu.

Pendant ce temps, les files s'allongent, le chaos habituel est patent, les voitures et les gens passent lentement, jouissant de l'excellent « Cadre de Vie ».

Le chauffeur de taxi décortique quelques graines de tournesol et jette les écorces sur la route.

Quel culot ! Seul un Arabe peut être un tel animal. Quelqu'un a-t-il jamais vu un Juif cracher des écorces de graines de tournesol en public ? Un soldat obsédé de propreté s'aperçoit de cette abomination et intervient promptement.

Sur un ton d'irritation mais avec quelque chose du pédagogue, il ordonne au chauffeur de taxi de ramasser les écorces. Le checkpoint est environné de monceaux de débris de l'armée, mais le destin des débris israéliens n'est pas le destin des débris palestiniens.

Une des personnes présentes adresse un commentaire à un soldat qui lui fait cette réponse : « OK, on va bientôt rassembler quelques Arabes en plus pour nettoyer ».

Le chauffeur de taxi commence à balayer la route sous l'œil sévère de l'armée de défense d'Israël.

Il faut être d'acier pour ne pas être balayé dans des souvenirs anciens. Aucun soldat n'est scandalisé par ce qui s'offre à ses yeux. Ce n'est qu'à sept heures du soir, près de trois heures après avoir été arrêté à cause d'un tournevis, que le chauffeur de taxi est libéré.

Et cela se produit jour après jour, semaine après semaine, année après année. Telle est la route « Cadre de Vie » au nom de laquelle l'honorable juge Barak permet l'incarcération des habitants de Bir Naballah dans un enclos. Serait-ce dépasser les bornes que de proposer aux juges de la Cour Suprême de quitter leurs sièges pour rendre visite à la route « Cadre de Vie » et constater par eux-mêmes ce que valent leurs verdicts ?

B. Michael

Ynet, 9 mai 2007

www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3397788,00.html

(Traduction de l'anglais : Michel Ghys)

4-2 Karg Se : Des signes du déclin (moral) de l'Occident.

Extraits

Résolutions de l'ONU violé ou ignoré par Israël : 106 111 127 162 171 228 237 242 248 252 256 259 267 271 298 270 279 280 285 313 316 317 332 337 347 452 427 444 450465 468 467 469 471 476 478 498 509 515 517 520 587 484 487 497 573 592 605 607 611 641 672 673 681 694 726 799 1405 1435.

Cette liste s'arrête en 2003.

5 Annexes

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Rayer Israël de la carte est un produit des médias occidentaux.

Le conseiller en justice iranien Mohammad Javad Larijani a nié vendredi que Téhéran encourageait la politique consistant à « rayer Israël de la carte », condamnant une altération délibérée des médias occidentaux.

« Laissez-moi vous dire une chose pour ce qui est d'enlever Israël de la carte. C'était un produit des médias occidentaux », a dit Larijani aux participants du Forum Economique Mondial, sur les rives de la Mer Morte en Jordanie.

« Notre président n'a jamais parlé de cette question », a-t-il dit concernant des commentaires attribués au président iranien Mahmoud Ahmadinejad, lors d'une session du Forum Economique Mondial, mesure visant à éviter un nouveau conflit au Moyen-Orient.

Les remarques de Larijani venaient en réponse à un appel du négociateur en chef palestinien Saed Erakat à la République Islamique pour qu'elle abandonne les appels parlant de rayer Israël de la carte.

« Parlez de rajouter la Palestine sur la carte, et non pas éliminer Israël », a proposé Erakat en s'adressant à Larijani.

Larijani a dit que la position du président iranien était que « nous ne pouvons tolérer un état dans lequel le racisme est pratiqué quotidiennement », en référence au traitement israélien des Palestiniens et de ses citoyens arabes.

Traduction : manar-fr.com

5-2 Barah Mikail : La stratégie britannique au Moyen-Orient. Les constances et inconstances d'un Etat post-impérial.

Extraits

Les Britanniques donnent aujourd'hui des signes d'affaiblissement sur l'échiquier moyen-oriental.

L'acquiescement par Londres à la vision américaine des relations internationales s'est en effet doublé d'un investissement physique de sa part au bénéfice de l'hyperpuissance. Cette stratégie assumée se maintiendra-t-

elle à l'avenir ? Probablement, tant les modèles alternatifs attrayants pour une Grande-Bretagne en quête de la consolidation de ses atouts post-impériaux restent déficients.

LES BRITANNIQUES DANS L'HISTOIRE DU MOYEN-ORIENT

Les temps ne sont pourtant pas si lointains où la Perfide Albion jouissait d'un leadership solide au Moyen-Orient en général, et au Proche-Orient en particulier. Avec les campagnes de Napoléon Bonaparte de 1798, ce sont les Britanniques qui opteront pour une concurrence active vis-à-vis des intérêts sollicités par les Français dans la région. Cette mise en confrontation connaîtra le plus souvent des manifestations de type indirect. Révélatrice parmi d'autres de cet aspect, la décision prise par le gouvernement du Premier ministre britannique Benjamin Disraeli, en 1875, d'entrer dans le capital de la Compagnie du canal de Suez. Ce dernier ne faisait que rebondir sur la volonté du khédivé Ismaël d'Égypte de vendre les actions qu'il y détenait, aux côtés des Français, en raison de contraintes financières. Londres trouvait pour sa part un moyen d'affirmer sa présence au niveau d'un point de passage fondamental pour ses intérêts commerciaux, et confirmera d'ailleurs cette donne en occupant le pays sept ans plus tard. Certes, les accords de Sykes-Picot (1916), que confirmeront les accords de San Remo (1920), permettront aux Britanniques de mettre sous protectorat l'Irak et la Palestine, les Français obtenant pour leur part un mandat sur la Syrie et le Liban. Mais il faut constater que c'est l'Égypte, pays à l'intérêt stratégique certain, qui sera finalement le cercueil des ambitions européennes dans l'ensemble du Moyen-Orient. En 1956 en effet, la décision du président égyptien Nasser de nationaliser le canal de Suez poussera les Français et les Britanniques à mettre en place une stratégie de récupération de " leurs " intérêts. La guerre israélo-égyptienne de 1956, voulue et planifiée par les deux ex-puissances mandataires, n'échappera pas à l'œil attentif de Washington, acteur alors en pleine redéfinition de ses options stratégiques moyen-orientales. L'entrée des troupes françaises et britanniques en Égypte, dont le motif officiel était une volonté de séparation des belligérants israélien et égyptien, ne leur permettra donc pas de procéder à une mainmise sur le canal de Suez, des menaces américaines et russes poussant vite les deux puissances européennes à plier bagage. C'est à leurs positions dans l'ensemble de la région qu'elles devront dès lors renoncer, même si l'ancienne Couronne pourra attendre les années 1960-1970 avant que d'octroyer leur indépendance aux micro-États du Golfe, derniers de leurs protectorats moyen-orientaux.

....

Depuis le 11 Septembre, Londres n'a jamais manqué d'insister sur sa pleine adhésion à la vision développée par les Etats-Unis vis-à-vis des évolutions politiques planétaires. Il convient d'ailleurs, sur cette question comme sur d'autres, de parler d'une relation symbiotique liant Londres à Washington bien plus que d'hypothétiques accointances circonstancielle qu'auraient décidé d'entretenir les leaders actuels de ces deux pays dans le cadre de leur " guerre contre le terrorisme ".

La special relationship dont se prévalent Américains et Britanniques remonte en effet à 1946, et il convient de remarquer que le tandem Bush-Blair n'a rien d'inédit en soi pour qui se remémore notamment la nature des liens par lesquels s'étaient déjà singularisés, un quart de siècle plus tôt, Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Il y a pourtant une différence de taille entre ces deux périodes. En effet, alors que la Dame de Fer avait trouvé dans ses fortes affinités pro-américaines un moyen efficace pour consolider les intérêts stratégiques de l'ancienne Couronne britannique, Tony Blair prendra pour sa part le risque - assumé - d'une adhésion pavlovienne aux conceptions américaines du monde, quitte à ce que cela lui vaille le qualificatif peu amène de poodle (caniche). Ce début de troisième millénaire induit-il ainsi l'attachement de Londres à la consolidation d'un " axe anglo-saxon " par intermédiaire des États-Unis ? L'ancienne Albion aspire-t-elle, dans cette logique, à la revivification d'une gloire déchue ? Ou bien ces choix britanniques particuliers tombent-ils, bien au contraire, dans le droit fil d'une politique calibrée en fonction des impératifs stratégiques du pays ? Ces questions méritent d'être posées, à un moment où l'on ne manquera pas de constater que la lunette américaine adoptée par T. Blair pour la lecture des enjeux internationaux se sera doublée d'un suivisme politique, source de bien des désagréments. Rien ne permet ainsi d'affirmer que l'affaire des marins britanniques qui a éclaté à la fin du mois de mars 2007 restera la dernière des contraintes s'imposant à un Royaume-Uni nécessairement fragilisé dans sa politique moyen-orientale

Barah Mikail

Barah Mikail Chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Auteur de La Politique américaine au Moyen-Orient (Daloz2006).

/ L'Essentiel des relations internationales / mai-juin 2007

Source : IRIS

<http://www.iris-france.org/...>